

HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

Association loi 1901
Siège social : 14 rue Louis de Vignet
73000 CHAMBERY
382 789 675 RCS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

Association loi 1901
Siège social : 14 rue Louis de Vignet
73000 CHAMBERY

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Président et du Trésorier, ainsi que dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient au conseil d'administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au conseil d'administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre de l'association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

La Motte Servolex, le 16 mai 2025

ROSTAN AUDIT & CONSEIL

Commissaire aux comptes
550, rue Le Cheminet
73 290 La Motte Servolex

Marc ROSTAN

HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

Actif			Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾				
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL					
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	9 164	8 906	257	842
Immobilisations corporelles	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
TOTAL		9 164	8 906	257	842	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts				4 249	
	Autres					
TOTAL					4 249	
Total I		9 164	8 906	257	5 092	
Actif circulant	Stocks et en cours		159	19	139	1 284
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	1 297 959		1 297 959	1 002 701
	TOTAL		1 297 959		1 297 959	1 002 701
	Divers	Valeurs mobilières de placement				70 612
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	37 774		37 774	20 735
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		1 507		1 507	892	
Total II		1 337 400	19	1 337 380	1 096 227	
Frais d'émission des emprunts III						
Primes de remboursement des emprunts IV						
Ecart de conversion Actif V						
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		1 346 565	8 926	1 337 638	1 101 319	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	115 190	115 190
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	22 500	30 000
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	23 680	18 666
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	-314	5 014
	Situation nette (sous-total)	161 056	168 870
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		161 056	168 870
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	1 080 618	838 150
Total II		1 080 618	838 150
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	1 807	
Total III		1 807	
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	21 696	27 293
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 827	
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	32 099	30 500
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	1 532	36 204
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		300
Total IV		94 155	94 298
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 337 638	1 101 319
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	5 492	5 100
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	1 231	1 184
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	18 120	11 083
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	867 020	610 843
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	49 021	
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	119 321	127 175
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	6 532	2 725
	Utilisations des fonds dédiés	758 429	727 571
	Autres produits	0	-652
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I		1 825 171	1 485 031
Charges d'exploitation	Achats de marchandises		565
	Variation de stocks	1 686	-443
	Autres achats et charges externes (1)	621 546	760 089
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	938	
	Salaires et traitements	148 213	140 007
	Charges sociales	32 373	35 193
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	584	680
	Dotations aux provisions	1 827	560
	Reports en fonds dédiés	1 018 462	543 030
	Autres charges	9	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II		1 825 643	1 479 683
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-471	5 348

HYDRAULIQUE SANS FRONTIERES

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	872	576
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change	26	116
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	898	692
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	1 113	735
	Différences négatives de change	17	
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV	1 131	735
	2. Résultat financier (III-IV)	-232	-43
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-703	5 304
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion	389	
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	389	
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion		290
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		290
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	389	-290
	Participation des salariés aux résultats VII		
	Impôts sur les bénéfices VIII		
	Total des produits (I + III + V)	1 826 460	1 485 723
	Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	1 826 774	1 480 709
	EXCÉDENT OU DÉFICIT	-314	5 014
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
	Dons en nature		
	Prestations en nature	81 183	
	Bénévolat		
	Total	81 183	
Charges des contributions volontaires en nature			
	Secours en nature		
	Mises à disposition gratuite de biens	1 507	
	Prestations en nature	79 676	
	Personnel bénévole		
	Total	81 183	

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

- Le développement de projets, particulièrement dans les pays en voie de développement pour y promouvoir l'autonomie à long terme, améliorer la santé, la sécurité alimentaire, l'hygiène et les conditions de vie des personnes.
- Le service des communautés bénéficiaires dans les projets relevant de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, de l'approvisionnement et de la distribution en eau saine, de l'assainissement, de l'irrigation et de la production d'énergie ainsi que les accompagnements nécessaires à la pérennité des projets, en concertation avec les autorités locales et régionales du pays concerné.
- L'accompagnement des organismes internationaux, de l'état et de ses agences publiques et des collectivités territoriales dans le développement des actions internationales et de coopération décentralisée.
- La formation, le transfert et l'échange de compétences.
- L'éducation à la solidarité internationale en sensibilisant les populations et les autorités du Nord aux problèmes de l'eau dans le monde et en soutenant des actions de « plaidoyer ».
- La réalisation de prestations de type bureau d'étude et expertise, dans les domaines de compétences de l'association.
- La recherche et la gestion de financements pour la réalisation des projets de l'associations.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Au Bénin : projet en montage – Ifangni – Travaux de réhabilitation pour alimentation en eau, assainissement et aide à la gestion
- En Bolivie :
 - o Projet en cours : Commune de Samaipata – projet étude des ressources en eau
 - o Projet en montage : 6 villages – Provincia de Palca – projet travaux d'accès à l'eau potable, mise en place de gestion
- Au Burkina Faso :
 - o Projet terminé :
 - Commune de Komsilga – projet étude pour alimentation en eau, assainissement et appui à la gestion, projet pilote AQTap pour 3 villages
 - 14 villages de la Commune de Loropé – projet de pré-étude pour alimentation en eau
 - o Projet présenté aux bailleurs : Koubri phase 2 – travaux d'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans plusieurs quartiers de la commune
- Au Cameroun : projet en montage – 4 villages sur la commune d'Okola – Etude pour le renforcement de la desserte en eau potable de la commune et de l'assainissement en milieu scolaire
- En Côte d'Ivoire : mission exploratoire dans 2 villages de la région du Poro et un de la Région Sud-Comoe – Objectif : Faire un état des lieux de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement et rencontrer les acteurs concernés
- A Madagascar :
 - o Mission exploratoire : Ambalamarina – Prendre contact avec les villageois, les autorités locales et regarder sur le projet de prestation est faisable
 - o Projet en cours : étude pour le renforcement de la desserte en eau potable de la commune d'Ambohimangakely
 - o Projet présenté aux bailleurs : étude et travaux d'accès à l'eau potable dans 2 villages
- Au Maroc : projet présenté aux bailleurs – Sidi Yahia Zaër – accès à l'assainissement écologique
- En République du Congo : projet en montage – Linzolo, district de Goma Tsétetsé département de Pool

- Au Sénégal :
 - Projet en cours :
 - Région de Kédougou – programme AFD structuration d’un itinéraire culturel avec volet eau d’étude et de mise en place d’ouvrages, gestion et sensibilisation
 - Projet Eau et Assainissement dans la ville de Karang
 - Projet terminé : 9 villages de la Commune de Diaroumé – étude pour amélioration accès à l’eau potable et assainissement
 - Projet présenté aux bailleurs : accès à l’eau potable pour plusieurs villages
- Au Togo :
 - Missions exploratoires :
 - Contribuer à la recherche de solutions pour pallier durablement au problème récurrent de pénurie d’eau et d’insuffisance d’infrastructures d’assainissement
 - Etudier la faisabilité d’alimenter en eau le village par un seuil en rivière.
 - Projet d’étude pour le renforcement de l’adduction en eau potable
 - Projet en cours :
 - 5 villages – Canton de Gbatopé – Projet d’étude pour adduction eau potable et construction latrines
 - 8 villages – commune Yoto 3 – projet accès à l’eau et assainissement et mise en place gestion
 - Projet terminé : Adduction d’eau potable et aménagement de latrines pour 4 villages du Bas Mono – Phase 1
 - Projet en montage : dans 2 localités (Kpete Meapassem, Klabe Efoukpa)
 - Projet présenté aux bailleurs :
 - Etude et travaux d’accès à l’assainissement
 - Etude pour accès à l’eau potable
 - Rénovation de salles de classes
 - Renforcement du service public de l’eau existant

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

— Investissements

- / Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice : 178 129 €
- / Engagés et terminés dans l'exercice : 0€
- / Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture : 580 301€

— Ressources humaines

- Ressources humaines : 5 salariés présents au siège à Chambéry (4.6 ETP), un salarié en détachement au siège à Chambéry (mécénat de compétence), une salariée basée à Madagascar.
- Des bénévoles en charge de l'administration de l'association et de la gestion de projets, répartis sur toute la France (une cinquantaine de bénévoles actives).

— Autres moyens/dépenses engagées

- / Formation : le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 2h à comparer à 0h au titre de l'exercice précédent.
- / Communication : 6 120 € (Fournitures administratives et publicité)
- / Entretien général/dépense de fonctionnement : 35 643 €

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Nous n'avons pas de fait caractéristique d'importance significative à signaler au titre de l'exercice clos.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Aucun fait caractéristique d'importance significative n'est à signaler postérieurement à la clôture de l'exercice

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changements de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable ayant un impact significatif.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

- Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

Les comptes présentés appliquent les méthodes « optionnelles » suivantes parmi celles proposées par le règlement 2014-03 :

- L'évaluation des stocks en application de l'article 213-34 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'évènements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.1.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Total I				
Immobilisations corporelles				
<i>Installation générales, agencements, aménagements divers</i>	1 772			1 772
<i>Matériel de bureau et informatique, mobilier</i>	7 392			7 392
Total II	9 164			9 164
Immobilisations financières				
<i>Prêts et autres immobilisations financières</i>	4 250		4 250	-
Total III	4 250		4 250	
Total général	13 414		4 250	9 164

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Total I				
Immobilisations corporelles				
<i>Installation générales, agencements, aménagements divers</i>	1 772			1 772
<i>Matériel de bureau et informatique, mobilier</i>	6 550	585		7 134
Total II	8 322	585		8 907
Total général	8 322	585		8 907

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Immobilisations corporelles		
<i>Installation générales, agencements, aménagements divers</i>	Linéaire	33.33% à 50%
<i>Matériel de bureau et informatique, mobilier</i>	Linéaire et dégressif	10% à 33.33%

6.2 Actif circulant

6.2.1 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent l'exploitation.

6.3 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.3.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	115 190							115 190
Fonds propres avec droit de reprise	30 000					7 500		22 500
Ecart de réévaluation								
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée								
Report à nouveau	18 666	5 015						23 681
Excédent ou déficit de l'exercice	5 015					5 329		- 314
Situation nette (sous-total)	168 871	5 015				12 829		161 057
Fonds propres (Dotations) consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total	168 871	5 015				12 829		161 057

6.3.1.1 Fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

6.3.1.2 Tableau de variation des fonds propres avec droits de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle, provisoire, d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité.

Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf, ...).

En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
—				
— Autres apports avec droit de reprise	30 000		7 500	22 500

6.4 Fonds reportés et dédiés

6.4.1 Fonds dédiés

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	826 441	1 019 263	772 161			1 073 542	
Contributions financières	11 710	565	5 198			7 077	
TOTAL	838 151	1 019 828	777 359			1 080 619	

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés »

Figurent en fonds dédiés à la clôture de l'exercice les ressources dédiées à des projets définis non totalement utilisés, le cas échéant relatives à des projets terminés dont l'organe habilité de notre entité a décidé de transférer les ressources disponibles à un autre projet défini avec l'accord du tiers financeur.

6.5 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

Un tableau des provisions est présenté suivant le cadre général ci-dessous, suivi d'un détail « Aménagement du cadre général » indiquant la ventilation des dotations et des reprises.

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges		1 808		1 808
Total		1 808		1 808

6.5.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total
Indemnités de départ en retraite	1 808		1 808
Engagements de pension à d'anciens dirigeants			

Les principales hypothèses actuarielles sont les suivantes à la date de clôture :

- Age de départ à la retraite : 64 ans,
- Taux d'actualisation : 3.42%,

- Taux d'augmentation annuel des salaires : 2%,
- Taux de charges sociales : 25%,
- Prise en compte de la mortalité, le pourcentage de survie qui résulte des tables de mortalité officielles (INSEE) distinctes pour les hommes et pour les femmes.

6.6 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	Échéances	
							à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
<div>Créances de l'actif immobilisé :</div> <div>Créances rattachées à des participations</div> <div>Prêts (1) Autres</div> <div>Créances de l'actif circulant :</div> <div>Créances Clients et Comptes rattachés</div> <div>Créances reçues par legs ou donations</div> <div>Autres</div> <div>Charges constatées d'avance</div>	<div>1 297 960</div> <div>1 508</div>	<div>1 297 960</div> <div>1 508</div>	<div>Emprunts obligataires convertibles (2)(3)</div> <div>Autres emprunts obligataires (2)(3)</div> <div>Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :</div> <div>— à 1 an au maximum à l'origine</div> <div>— à plus de 1 an à l'origine</div> <div>Emprunts et dettes financières divers (2) (3)</div> <div>Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés</div> <div>Dettes des legs ou donations</div> <div>Dettes fiscales et sociales</div> <div>Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés</div> <div>Autres dettes (3)</div> <div>Produits constatés d'avance</div>	<div>21 696</div> <div>38 827</div> <div>32 100</div> <div>1 532</div>	<div>5 855</div> <div>38 827</div> <div>32 100</div> <div>1 532</div>	<div>15 841</div>		
TOTAL	1 299 468	1 299 468		TOTAL	94 155	78 314	15 841	
(1) Prêts accordés en cours d'exercice Prêts récupérés en cours d'exercice	4 250			(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice Emprunts remboursés en cours d'exercice (3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)	5 598			

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

7.1 Résultats par activité ou établissement

Le résultat est définitivement acquis à l'association.

7.2 Produits du compte de résultat

7.2.1 Cotisations

7.2.1.1 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sans contrepartie sont les cotisations sans autre contrepartie que la participation à l'assemblée générale, la réception de publication ou la remise de biens de faible valeur.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

7.2.2 Ventes de biens et services

Les ventes de biens et services sont réalisés en France et à l'étranger, notamment à Madagascar.

7.2.3 Produits de tiers financeurs

7.2.3.1 Concours publics et subventions d'exploitation

7.2.3.1.1 Concours publics

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;

Les reversements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

7.2.3.1.2 Subventions

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de

prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

7.2.3.1.3 Tableau des subventions et concours publics

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics		2 800			
Subvention d'exploitation			864 221		
Subvention d'investissement					

7.2.3.2 Ressources liées à la générosité du public

7.2.3.2.1 Dons manuels (dont abandon de frais par les bénévoles)

Le poste « dons manuels » comprend notamment

- Les dons manuels monétaires dont le fait générateur est l'encaissement, enregistrés au fur et à mesure de leur collecte.
- Le montant total des abandons de frais (comptabilisés en charges par nature) par les bénévoles, soit 7 759K€/ 6 467K€ l'exercice précédent.

7.2.3.3 Contributions financières

Une contribution financière reçue d'autres organismes est considérée comme un produit non lié à la générosité du public sauf si, par exemple, une convention prévoit qu'une entité tierce reverse une quote-part de générosité du public de cette entité, auquel cas cette quote-part sera considérée comme des produits de la générosité du public.

Une contribution financière est un soutien facultatif octroyé par une autre entité. Ces contributions ne constituent pas la rémunération de prestations ou de fourniture de biens.

Les contributions financières ainsi définies sont comptabilisées à la signature de la convention d'octroi dans un compte de produits :

- D'exploitation si elles correspondent à une ressource relevant de l'activité courante de l'entité
- Exceptionnels si elles ne relèvent pas de l'activité courante de l'entité.

7.3 Charges du compte de résultat

7.3.1 Reports en fonds dédiés

Seules les charges d'exploitation (et non les charges financières ni les charges exceptionnelles) comptabilisées sur l'exercice peuvent être affectées à (l'utilisation des fonds pour) des projets définis.

7.4 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Notre entité a décidé de comptabiliser les contributions volontaires en nature suivantes :

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenue :</i>		
Mécénat de compétence	Montant communiqué par l'entreprise mécène	79 677

Mise à disposition gratuite de locaux	Montant communiqué par le bailleur	1 507
---------------------------------------	------------------------------------	-------

Notre entité n'étant pas en mesure d'estimer de manière fiable le temps passé par les bénévoles de l'association, celui-ci n'a pas pu être comptabilisé en contribution volontaire en nature pour 2024.

7.4.1 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.4.1.1 Honoraires des commissaires aux comptes

	CAC
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	2 036
Au titre d'autres prestations	
Honoraires totaux	2 036

8 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié
Cadres	
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	5
Ouvriers	
Total	5

9 Engagements hors bilan

9.1 Engagements reçus

Emprunt de 30 k€ au Crédit coopératif – Caution France ACTIVE

Montant de la dette au 31/12/2024 = 21 696€